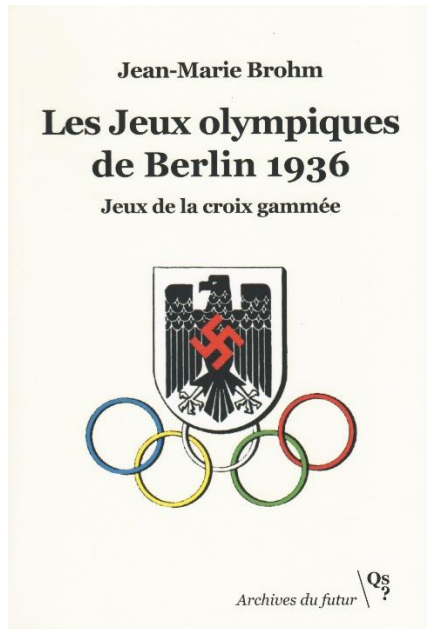


# Noces de sang de l'olympisme

■ Jean-Marie BROHM  
*LES JEUX OLYMPIQUES DE BERLIN 1936*  
*JEUX DE LA CROIX GAMMÉE*  
Alboussière, QS ? Éditions, 2024, 366 p.



Comme un marronnier<sup>1</sup>, les Jeux olympiques occupent notre actualité tous les quatre ans avec leur lot de commentaires creux et insipides sur la grande fête sportive mondiale, l'amitié et la paix entre les peuples, le culte de l'effort, l'important est de participer, et *tutti quanti*. Il va sans dire que, dans ce galimatias, nulle place n'est laissée au moindre propos critique, ou de simple bon sens. Pourtant, l'histoire de l'olympisme est loin d'être un long fleuve tranquille et, en particulier, les Jeux de Berlin de 1936 méritent que l'on s'y arrête si l'on veut comprendre un tant soit peu la nature de celui-ci. Pour ce faire, le public dispose depuis 1983 de l'indispensable étude de Jean-Marie Brohm, rééditée en 1992, puis en 2008, enfin revue et complétée à nouveau avec la présente édition. Précisons d'emblée que celle-ci est particu-

lièrement soignée, avec de nombreuses illustrations, des documents annexes, une chronologie, une bibliographie, un index, bref de la belle ouvrage. Sociologue et philosophe, Brohm est, en France, l'un des principaux promoteurs d'une théorie critique du sport dans la lignée de l'École de Francfort et du freudo-marxisme<sup>2</sup>.

Son ouvrage sur Berlin 1936 est plutôt de caractère historique et propose une analyse minutieuse de ces noces de sang entre l'olympisme et le nazisme. Pour cela, il étudie très précisément ce qu'il nomme « la genèse d'une forfaiture », à savoir le fait que, en venant à Berlin en plein nazisme, « les Jeux olympiques de Berlin rejoignaient en fait leur lieu idéologique naturel : le culte de la virilité guerrière, la stigmatisation des "chétifs" et des "malingres", la haine des intellectuels, l'apologie de la force brutale, le sexisme et le racisme ». En effet, le parti nazi était au carrefour de trois sensibilités, si l'on peut dire, au sujet du sport : d'abord celle la *Sturmabteilung* (SA) qui privilégiait les sports de combat et les exercices militaires ; ensuite celle de la *Turnerschaft*, le mouvement gymnique, dont les idées venaient des conceptions nationales-populistes du XIX<sup>e</sup> siècle (« germanité, tradition, santé, hygiène ») ; enfin celle d'Hitler lui-même, présentée dans *Mein Kampf*, où il insiste, en particulier, sur le fait que l'État doit habituer, dès l'enfance, les « jeunes corps » à recevoir « l'endurcissement d'acier nécessaire à leur vie future ». Ces conceptions ne sont pas du tout combattues par les dirigeants olympiques ; au contraire, ils sont, pour la plupart, « des admirateurs des hommes forts et des régimes musclés ». Mais, pour se faire admettre par l'opinion, le Comité international olympique (CIO)

<sup>1</sup> Un article de circonstance publié traditionnellement à certaines dates.

<sup>2</sup> Lire Jean-Marie Brohm, *Théorie critique du sport. Essais sur une diversion politique*, Alboussière, QS ? Éditions, 2017.

et sa branche allemande devaient contourner et minimiser la question de la discrimination raciale, pourtant au cœur de l'idéologie nazie – ce qui fut fait avec habileté. Ainsi, devant les nombreuses réticences qui existaient aux États-Unis, l'*American Olympic Committee* (AOC) proposa l'envoi d'une commission d'enquête réduite à un seul homme : Avery Brundage, « conservateur militant et admirateur de la conception nazie du sport ». Il va sans dire que celui-ci ne trouva rien à redire à la situation. Ainsi, le fondateur et dirigeant de la Fédération internationale d'athlétisme, le Suédois Sigfrid Edström (1870-1964) écrivait à Henri de Baillet-Latour (1876-1942), dirigeant sportif belge et président du CIO de 1925 à sa mort : « Brundage a rencontré en Allemagne un certain nombre de Juifs à la fois à titre officiel et officieux. Il a retiré [de ses conversations] une très bonne impression sur la façon dont les Juifs sont traités en Allemagne. » Rappelons ici simplement que le 15 septembre 1935, un an avant les Jeux donc, les lois de Nuremberg étaient promulguées, visant à « protéger la pureté du sang allemand » et « la race aryenne », confirmant le brillant diagnostic de Brundage. Ce fut également durant l'été 1935 que commença une grande campagne d'émissions en plusieurs langues diffusées dans le monde entier, « Pax olympica » en faveur des « Jeux de la paix » dans une Allemagne « pacifique » que Coubertin lui-même approuva : « J'ai l'impression, disait-il, que toute l'Allemagne, depuis son Chef jusqu'au plus humble de ses écoliers, souhaite ardemment que la célébration de 1936 soit l'une des plus belles que le monde ait vues [...]. » Comme on peut le constater, les principaux dirigeants sportifs internationaux, y compris le fondateur et l'idéologue de l'olympisme moderne, étaient de fervents partisans de la tenue des Jeux dans l'Allemagne nazie.

Pourtant, existait en même temps un fort mouvement de contestation qui se développa dans plusieurs pays. Brohm l'analyse dans le détail. En effet, aux États-Unis, plusieurs organisations furent créées à cet effet, en particulier dans les milieux juifs, mais il y avait aussi une branche protestante des adversaires de Hitler. Un *Committee on Fair Play in Sports* rassembla hommes politiques, syndicalistes, religieux et universitaires pour dénoncer les atrocités nazies et préserver « l'idéal olympique ». L'ampleur du mouvement était telle que « 232 journaux totalisant 15 millions d'exemplaires prônaient le boycott et que toutes les catégories de la population participent à ce mouvement antinazi ». Lors de son 55<sup>e</sup> congrès annuel à Atlantic City (7-18 octobre 1935), la confédération syndicale *American Federation of Labor* adopta une résolution contre la participation aux Jeux de Berlin, signifiant « à l'opinion publique internationale que le boycott n'était pas une pure "affaire juive", comme l'insinuaient lourdement Brundage et les autres sympathisants de l'Allemagne hitlérienne ». La plupart des mouvements de la jeunesse américaine était aussi favorable au boycott. Mais Brundage, sur la même position que les nazis, imposa ses vues et édita une brochure au nom du Comité olympique américain où il écrivait : « Les Juifs et les communistes ont menacé de dépenser un million de dollars pour éviter la participation des USA aux Jeux olympiques en Allemagne [...]. Ils ont utilisé la corruption, le mensonge et autres procédés vicieux. » Appuyé par des journalistes, des hommes politiques (dont le président Franklin D. Roosevelt) et des sportifs de renom, elle utilisait « les poncifs que l'on retrouve tout au long de l'histoire du sport : le sport est fait pour les sportifs ; il ne faut pas mélanger le sport et la politique ; le sport sert à rapprocher les hommes et les peuples ; le sport favorise la paix et le progrès [...] » Finalement, malgré son importance et son ampleur, la campagne de boycott ne réussit pas à l'emporter aux États-Unis, où elle avait été motivée par des raisons morales et religieuses. En Europe, elle était surtout « l'œuvre des organisations ouvrières et des mouvements progressistes stimulés par le militantisme des exilés allemands ». En effet, l'Internationale rouge sportive

(une annexe de l'Internationale communiste) trouva un large accord avec son homologue affilié à l'Internationale socialiste pour des actions contre le nazisme et les Jeux de Berlin. Et, en 1935, se constituèrent dans plusieurs pays (France, Danemark, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Norvège, Suède, Tchécoslovaquie, États-Unis) des comités pour la défense de l'idée olympique opposés aux Jeux de Berlin, tandis que dans la plupart des pays européens, le mouvement sportif se tenait à l'écart de cette campagne par souci d'« apolitisme ». En décembre 1935, une conférence antifasciste internationale se tint à Paris, réunissant le *Committee on Fair Play in Sports* américain et plusieurs comités européens pour la défense de l'idée olympique, avec l'appui notamment de la Ligue internationale contre l'antisémitisme, qui aboutit à la création du Comité international pour la défense de l'idée olympique en vue de coordonner les activités visant au boycott des Jeux de Garmisch, en hiver, et de Berlin, durant l'été, au nom de la défense des objectifs et des idéaux du mouvement olympique et de son usage par les nazis. Mais, souligne Brohm à juste titre, « ce comité n'avait cependant pas compris que les "idéaux olympiques" étaient précisément le drapeau idéologique unissant toutes les forces qui avaient intérêt à la tenue des Jeux de Berlin ». La campagne de boycott fut aussi active en France où, malgré la victoire du Front populaire, elle n'obtint pas gain de cause. Brohm rappelle les débats houleux à la Chambre des députés entre adversaires et partisans des Jeux, notamment les interventions du député communiste Florimond Bonte et la position ambiguë de Léo Lagrange, le sous-secrétaire d'État aux Loisirs et aux Sports, mal à l'aise avec ses partenaires communistes et ne voulant pas s'opposer de front à la droite, aux radicaux et aux sportifs, tous partisans des Jeux. Lors du vote de la subvention olympique, seul Pierre Mendès France osa voter contre, les communistes s'abstenant. L'idée d'un boycott des Jeux avait vécu... D'autant que l'Olympiade populaire de Barcelone, qui se voulait une alternative aux Jeux de Berlin, ne put se tenir du fait du *pronunciamento* franquiste et des débuts de la guerre civile.

Brohm se consacre ensuite au déroulement de l'olympiade nazie qui, il faut le rappeler, fut marquée entre les Jeux d'hiver et ceux d'été par la remilitarisation de la Rhénanie : « Les persécutions antisémites, les mouvements de troupes, les discours menaçants du Führer, écrit-il, tout cela laissait parfaitement indifférents les sportifs et leurs dirigeants, uniquement préoccupés de "fourbir leurs armes en vue des proches et pacifiques combats du stade", comme l'écrivit *L'Auto* du 8 avril 1936 »<sup>3</sup>. Ayant réussi à escamoter la question de l'antisémitisme, les nazis voulaient profiter des Jeux pour donner une « image positive de l'Allemagne nouvelle ». Pour cela fut créé un Comité de propagande de l'olympiade sous la responsabilité de Goebbels. Le résultat fut probant car, lors de la cérémonie d'ouverture du 1<sup>er</sup> août 1936, un journaliste de *L'Auto*, toujours à la pointe de l'information, témoignait « que l'Allemagne hitlérienne a donné à l'olympisme moderne, si riche déjà en grands souvenirs, un surcroît de retentissement », avant de s'extasier sur la revue militaire et les 40 000 SA encadrant les 100 000 spectateurs entrant dans le stade olympique. On y verra aussi l'équipe olympique nazie défiler au son du *Horst Wessel Lied*, l'hymne fasciste allemand, à l'encontre du règlement olympique, sans que cela émeuve grand monde. Les jours suivants seront une sorte de grande kermesse nationale-socialiste que « les principes de la Charte olympique auraient pourtant dû récuser » mais qui fut acceptée sans broncher par le personnel olympique et les dignitaires sportifs. Afin de donner une image positive, il fallait éviter toute manifestation d'opposition : « les Jeux de Berlin furent la première Olympiade militarisée du siècle ». Ce ne sera évidemment pas la dernière... Il faut noter aussi que le village

---

<sup>3</sup> Le journal sportif *L'Auto* est l'ancêtre de *L'Équipe*.

olympique était destiné à devenir une école pour les officiers de la Wehrmacht, ce qui ne cadre guère avec les Olympiades de la paix que les nazis avaient promues pour s'opposer aux campagnes de boycott. Dès les Jeux terminés, l'Allemagne réarmait à marche forcée, portant le service militaire à deux ans le 24 août 1936 et consacrant plus de 20 % du revenu national au budget militaire.

Quel bilan tirer de ces Jeux ? Au-delà des polémiques, ce qui frappe, c'est que « sur bien des points le sport et le fascisme reposaient sur des valeurs semblables et étaient pétris des *mêmes discours* ». Jean-Marie Brohm écrivit la première version de ce livre après la campagne de boycott des Jeux de Moscou en 1980 et il traça un trait de « continuité d'une infamie » entre Berlin 1936 et Moscou 1980. En effet, ces deux olympiades furent organisées par des États totalitaires « comme des opérations de prestige et de propagande » et on y retrouve à chaque fois « la complicité ouverte et même la collaboration active du Comité international olympique (CIO) avec des régimes de dictature », en contradiction avec des « idéaux » affichés qui n'en peuvent mais... Enfin les Jeux de 1936 et de 1980 ont connu une intense campagne de boycott. Aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas et les Olympiades du XXI<sup>e</sup> siècle se déroulent sans opposition notable, même quand elles sont organisées dans des régimes autoritaires, voire dictatoriaux, comme la Russie de Poutine ou la Chine de Xi Jinping. On retrouve à chaque fois les mêmes complicités et les mêmes discours entre le CIO et les autocrates afin de tenter de redorer, pour un temps, le blason de ces dictatures mais les oppositions sont plus que marginales. L'olympisme, comme d'ailleurs le sport-spectacle de compétition, est devenu une sorte de béquille pour tous les régimes autoritaires tandis que les « démocraties » l'utilisent comme opium du peuple, instrument de contrôle social et promotion des multinationales, l'affairisme étant commun aux deux<sup>4</sup>. Mais le négatif n'a peut-être pas dit son dernier mot et l'hubris des dictateurs comme des affairistes les perdra peut-être un jour prochain...

**Charles JACQUIER**

– À *contretemps* / Recensions et études critiques / juillet 2024 –  
[<http://acontretemps.org/spip.php?article1064>]



**AC**

---

<sup>4</sup> Lire « Jeux de Paris 2024 – Sous le joug olympique », *Quel Sport ?*, n° 39/40, 2024.